

Les Corporations de développement communautaire *au COEUR de NOS communautés!*

Élections municipales
2021

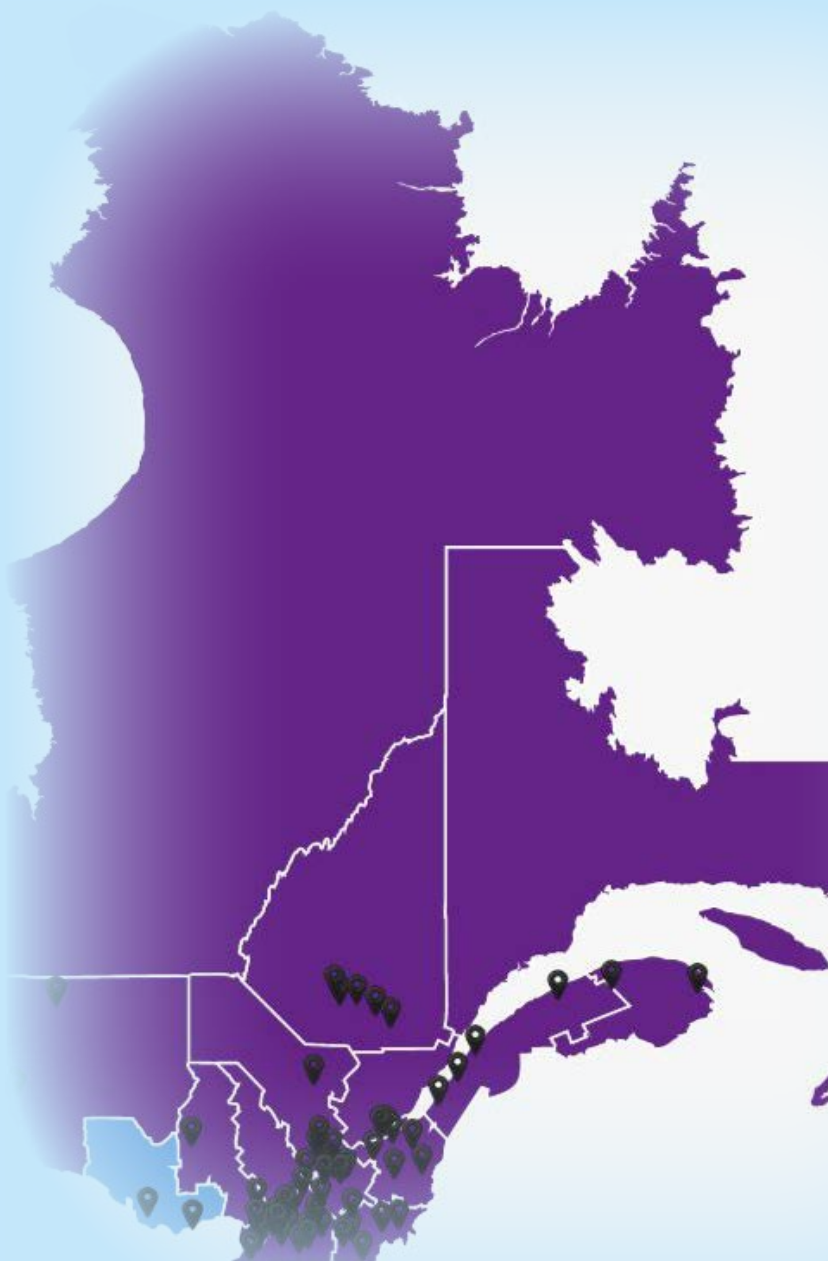
UN
RÉSEAU FORT
DE SES
COMMUNAUTÉS

LA TABLE NATIONALE DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

**LA TNCDC, UN RÉSEAU FORT
DE SES COMMUNAUTÉS!**

La Table nationale des Corporations de développement communautaire est un réseau national ayant pour mission de regrouper les CDC du Québec et de les soutenir dans leurs objectifs. De plus, elle promeut la place incontournable qu'occupe le mouvement communautaire autonome dans le développement local, et ce, dans une perspective de justice sociale, ainsi que de développement global et durable de notre société.

Regroupant 67 Corporations de développement communautaire (CDC) et rassemblant plus de 2 500 organismes communautaires partout sur le territoire québécois, le réseau et ses membres interviennent dans une multitude de domaines, principalement la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la santé, l'éducation, l'emploi, la défense des droits, ainsi que le logement.



Un réseau composé de

67

corporations de développement
communautaire

Vision locale du
territoire dans

15

régions du Québec

Plus de

2 500

organismes communautaires et
entreprises d'économie sociale

LES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Les CDC ont pour mission d'assurer la participation active et concertée des organismes membres au développement socioéconomique de leur milieu, dans l'optique d'améliorer la qualité de vie des personnes qui y vivent. Les CDC sont des actrices incontournables en matière de développement social et communautaire. Elles offrent des services directs aux organismes communautaires de leur territoire, en plus de développer des projets structurants à vocation sociale en partenariat avec ces organismes, les citoyennes et citoyens, ainsi que l'ensemble de la population.



Les CDC, actrices incontournables du développement social



Bénéfices et avantages



Connectée sur les réalités de son territoire

Elle connaît les organismes locaux et peut vous aider à cibler leurs besoins et leurs intérêts pour mieux les rejoindre.



Créatrice de relations durables

facilitatrice, elle favorise une collaboration entre les acteurs locaux, qu'ils soient de la sphère communautaire, économique ou politique avec une approche « multiréseaux ».



Concertée à travers son milieu

Elle permet la réflexion collective pour générer des solutions en étant la seule à favoriser la concertation entre les divers organismes du milieu communautaire.



Centrée sur des solutions inclusives

Elle assure la mobilisation des citoyens et devient un tremplin pour l'initiative de nouvelles actions intersectorielles.



Créatrice de développement

Elle permet la mise sur pied de projets qui bénéficient autant aux acteurs qu'aux décideurs locaux.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
---------------------	----------

ENJEUX PRIORITAIRES:

TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE	6
------------------------------------	----------

DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL - CONCERTATION	8
--	----------

MOBILITÉ: TRANSPORT COLLECTIF ET ADAPTÉ	10
--	-----------

LOGEMENT SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE	12
---	-----------

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	14
-----------------------------	-----------



AVANT-PROPOS

Bien que le milieu communautaire du Québec soit connu et reconnu pour sa résilience, sa proaction et sa capacité d'adaptation, la crise sanitaire a eu des effets directs et majeurs sur les organismes et les humains qui les composent. Les besoins ont été exacerbés et les impacts de la crise se feront ressentir encore longtemps. Travailler de concert avec les municipalités et avoir les leviers financiers pour le faire adéquatement est plus que jamais nécessaire et souhaitable.

Comme le relate [une étude de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques \(IRIS\)](#), publiée en mai 2021, ce sont plus de deux tiers des organismes qui mentionnent une charge de travail difficilement réaliste, alors qu'ils constatent notamment une augmentation des besoins de soutien (soutien psychologique, relations d'aide, etc., 88,5 %) et des besoins de base (alimentation, logement, etc., 72,2 %) chez les populations rejointes.

Il va sans dire que les organismes communautaires, aux premières loges pour déceler et répondre aux besoins des personnes en contexte de vulnérabilité, doivent être considérés comme des joueurs incontournables du développement de nos milieux de vie. Cette **reconnaissance** devrait se traduire par un **financement adéquat** permettant aux groupes de poursuivre leur mission, tout en assurant de bonnes conditions de travail aux équipes en place.

À travers la crise 2020-2021, les CDC ont encore une fois démontré leur leadership local et territorial, en jouant un rôle essentiel dans la coordination des services et la réponse concertée aux enjeux liés à la pandémie. Des collaborations avec le monde municipal se sont créées ou accentuées et **cette concertation doit se poursuivre** au-delà des crises présentes et à venir.

Des initiatives inspirantes, portées par les CDC partout au Québec, viennent d'ailleurs illustrer les collaborations possibles entre le milieu municipal, l'action communautaire et la société civile dans son ensemble au sein des 5 thématiques prioritaires qui sont mises de l'avant dans cette plateforme et qui mettent en lumière le rôle incontournable des CDC dans le développement social à l'échelle locale.



Travaillons ENSEMBLE, pour améliorer les conditions de vie des gens et atteindre une plus grande justice sociale au Québec.



TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE



Depuis maintenant plusieurs années, nous sommes à même de constater les effets dévastateurs des dérèglements climatiques au plus près de nous : inondations, îlots de chaleurs et températures caniculaires, etc. Ces changements climatiques ont des impacts directs sur la qualité de vie et la santé des populations. Il apparaît toutefois que les personnes les plus vulnérables sont souvent celles pour lesquelles ces événements sont les plus dommageables et deviennent [les premières victimes de ces catastrophes](#). Les inondations du printemps 2019 au Québec ont mis en lumière des situations plus que dramatiques de familles qui, faute d'avoir pu assurer leurs biens par manque de moyens, ont tout perdu.

Une équipe de recherche de l'Université de la Colombie-Britannique lançait récemment [une série de cartes interactives](#) portant sur **l'impact des changements climatiques sur la santé des populations**, qui corrobore ces informations. Certaines communautés sont en effet plus vulnérables aux effets des changements climatiques, ce qui comprend les personnes âgées, à faible revenu ou sujettes à de la discrimination raciale.

LE PANEL CITOYEN

Ce projet est une initiative d'un regroupement de partenaires, coordonnée par la CDC de la Vallée-du-Richelieu, qui a pour mission de soutenir la mobilisation des partenaires locaux pour le développement social du territoire. Grâce au panel et à travers des moyens de consultations originaux, la population a maintenant un lieu pour partager leur avis sur des enjeux de leur communauté. Les partenaires ont changé leurs pratiques dans le développement de projets sociaux et l'appareil municipal prend en compte les résultats des consultations citoyennes dans sa prise de décision. [@CDC de la Vallée-du-Richelieu](#)

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et plus largement la société civile interpellent depuis des années l'ensemble des paliers de gouvernement sur l'urgence d'agir et les exhortent à **effectuer des changements profonds**, au-delà des mesures cosmétiques et très court-termistes qui ont été avancées jusqu'à présent.

Le palier municipal a un rôle central à jouer et une multitude de moyens et de leviers à sa disposition pour contribuer à la transition socio-écologique afin de contrer, mais aussi de prévenir les conséquences sociales et économiques des changements climatiques. [Vire au vert](#), une initiative de mobilisation citoyenne, formule [des propositions concrètes](#) relativement, entre autres, à la gestion des matières résiduelles, l'urbanisme ou encore l'agriculture afin que les élus municipaux puissent agir face à l'urgence climatique.

Il est plus que souhaitable que l'appareil municipal participe à mobiliser l'ensemble des actrices et acteurs concernés, la population en général et l'action communautaire en particulier, au côté des CDC, pour réfléchir collectivement à des mesures structurantes. À travers des espaces démocratiques repensés et qui soient participatifs, délibératifs et inclusifs, les personnes élues ont les moyens de renforcer la résilience de leur milieu face à la crise climatique.



Travaillons ENSEMBLE, pour améliorer les conditions de vie des gens et atteindre une plus grande justice sociale au Québec.



DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL - CONCERTATION



Le développement social local est ancré au cœur de nos communautés et **visé la justice sociale** au profit de tous et toutes avec une préoccupation particulière pour les populations les plus vulnérables. Par des maillages et de la concertation entre les différents partenaires-terrain, ce sont l'ensemble des besoins sociaux, économiques, culturels ou encore environnementaux d'une collectivité qui sont traités. **Bien sûr, l'apport des municipalités tant au niveau des investissements que du temps consacré à ce développement est primordial.**

À travers les époques, les rôles et les responsabilités du monde municipal ont connu plusieurs transformations. Les municipalités ont vu leurs compétences évoluer et augmenter progressivement au fil du temps, en plus d'être influencées par de nouvelles préoccupations sociétales. Depuis 2016, ces changements ont mené les municipalités du Québec à être reconnues comme [des gouvernements de proximité](#).

COMITÉ D'ACCOMPAGNEMENT DES GRANDS PROJETS DU CENTRE-SUD

Le comité réunit une quarantaine de partenaires de la société civile issus de divers horizons, dont la coordination est assumée conjointement par la CDC Centre-Sud et Rayside Labossière, une firme d'architecture. Grâce à cette initiative, les personnes qui initient les projets et le milieu **reconnaissent l'expertise citoyenne et développent le réflexe d'inclusion** des partenaires sociaux dès le début de grands projets @CDC Centre-Sud

Avec des Fonds dédiés au développement du territoire ou encore des instruments légaux (règlements, politiques locales, etc.) les municipalités et MRC du Québec détiennent des leviers importants pour influencer le développement social et participer activement aux démarches concertées de développement des communautés.

Si la pandémie a permis de bâtir ou de consolider des liens entre les CDC, leurs membres et le milieu municipal, cette collaboration doit se poursuivre et se resserrer davantage. **La concertation sur un territoire est la seule formule gagnante** afin de s'assurer que les besoins des populations locales soient entendus et comblés.

COMPLICE, CONCERTATION EN DÉVELOPPEMENT

Cette instance est une **initiative conjointe de la CDC, de la municipalité et du CIUSSS**. Elle regroupe maintenant **l'ensemble des partenaires locaux**. Les membres de COMPLICE sont convaincus que le travail en partenariat leur permet de mieux coordonner leurs efforts sur le territoire, d'améliorer leurs connaissances mutuelles et d'apporter des ressources complémentaires, dans leur effort de lutte à la pauvreté. @CDC du Centre-de-la-Mau-

 Le milieu municipal doit avoir des objectifs clairs et précis afin de favoriser cette concertation et de travailler en étroite collaboration avec les CDC pour répondre aux besoins sociaux de leur population.



Travaillons ENSEMBLE, pour améliorer les conditions de vie des gens et atteindre une plus grande justice sociale au Québec.



MOBILITÉ: TRANSPORT COLLECTIF ET ADAPTÉ



Tant en milieu urbain qu'en milieu rural, un puissant outil à la disposition des municipalités en matière de lutte à la pauvreté et de réduction des inégalités est la mise en place de services de transports abordables et accessibles.

La mobilité, qui comprend l'existence, l'abordabilité et l'accessibilité universelle des services, a sans contredit un impact considérable sur la qualité de vie des individus. Se mouvoir c'est être en mesure de **répondre à des besoins sociaux essentiels** : se nourrir, accéder à des soins de santé, s'éduquer, atteindre le marché du travail, prendre part à des activités sociales, culturelles ou de loisirs. Un individu qui n'a pas accès à des infrastructures de transport abordables est susceptible de vivre de l'exclusion et de **mettre en péril ses droits humains les plus fondamentaux**.

Certaines municipalités et villes ont déjà adopté et mis en œuvre des plans de mobilité durable. Cela dit, la Coalition nationale pour la tarification sociale en transport en commun invite toutes les municipalités et villes à aller plus loin dans leur engagement pour la mobilité, particulièrement à l'égard les gens qui en ont le plus besoin, soit les personnes à faible revenu, celles à mobilité réduite, les jeunes, les femmes, les personnes âgées ou encore les personnes immigrantes.

La coalition réitère que la mobilité est un droit que les municipalités ont les moyens de faire respecter. Elle invite le milieu municipal à s'engager dans un premier temps à mettre en place une tarification sociale sur le transport sur le revenu offrant, aux ménages à faible revenu, une réduction substantielle (d'au moins 50%) sur les tarifs de transport en commun, et dans un deuxième temps à trouver les moyens nécessaires permettant la mise en place et la pérennisation de cette mesure d'accessibilité financière.

Solidarité Transport

L'initiative Solidarité Transport, portée par la CDC de Sherbrooke, fruit d'un travail collaboratif incluant une centaine de citoyens et citoyennes, permet l'accès équitable aux transports en commun des personnes et des familles à faible revenu sur le territoire et participe ainsi à leur intégration sociale et économique. @CDC Sherbrooke

On invite l'appareil municipal à à déployer des plans de mobilité durable, pensés et construits avec les personnes concernées par ces enjeux. Le transport collectif et adapté doit être envisagé comme un levier de développement économique, de limitation des nuisances environnementales, mais aussi comme moyen d'aménagement et d'occupation dynamique du territoire.



Travaillons ENSEMBLE, pour améliorer les conditions de vie des gens et atteindre une plus grande justice sociale au Québec.



LOGEMENT SOCIAL



Il existe trois grandes formes de logements sociaux et communautaires : les habitations à loyer modique (HLM), les coopératives d'habitation (COOP) et les organismes sans but lucratif (OSBL) d'habitation. Ils sont reconnus à la fois comme levier de développement économique, social et territorial, mais aussi comme outil de revitalisation urbaine et de lutte contre la dévitalisation rurale.

Si ces espaces favorisent les rencontres entre locataires et facilitent leur participation sociale, ils sont aussi des vecteurs de liens sociaux et des tremplins vers le développement des capacités d'agir des individus. Ces logements sont des outils de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale puisqu'ils permettent, grâce à leur offre locative abordable, de limiter la précarité des personnes qui en bénéficient. On parle de **logement abordable** lorsque le ménage qui l'occupe y consacre moins de 30 % de son revenu avant impôt.

VERS UN CHEZ SOI, STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE

La CDC Pierre-De Saurel est gestionnaire du projet, qui vise l'accompagnement des personnes jusqu'à un établissement résidentiel stable. Le projet a un impact direct sur le soutien et l'accompagnement des personnes itinérantes de la région et participe ainsi à l'amélioration de leur mieux-être et de leurs conditions de vie.

@CDC Pierre-de-Saurel

Depuis plusieurs années, le [FRAPRU](#) s'efforce de lutter contre la crise du logement vécue par les locataires qui consacrent une part disproportionnée de leur revenu pour se loger ou qui occupent des logements trop petits ou délabrés. Lors du dernier [recensement de Statistique Canada](#), en 2016, pas moins de **244 000 ménages locataires québécois** étaient dans cette situation.

Le phénomène de pénurie de logements locatifs des dernières années a rendu la situation dramatique et la pandémie a encore empiré la situation. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), [Plus de huit villes québécoises sur dix traversent une crise majeure du logement](#).

Les municipalités ont un rôle actif à jouer dans la mise en place de solutions à court, moyen et long terme. De l'acquisition de terrains en vue de réaliser des logements abordables, à la cessation de ces derniers à des organismes promoteurs d'un projet d'habitation sociale ou communautaire, il existe [une multitude de moyens](#) à leur disposition pour le faire.



Le milieu municipal a la responsabilité que chaque famille puisse bénéficier d'un logement abordable, de qualité, accessible et salubre dans sa communauté. À travers des politiques territoriales en habitation, par exemple ou encore de lutte à l'itinérance des solutions concrètes peuvent être réfléchies et mises de l'avant de manière concertée et en collaboration avec les CDC et les autres personnes concernés.

 **Travaillons ENSEMBLE, pour améliorer les conditions de vie des gens et atteindre une plus grande justice sociale au Québec.**

LOGEMENTS COMMUNAUTAIRES DES BOIS-FRANCS

En réaction à l'identification des besoins, la CDC des Bois-Francis a elle-même fait l'acquisition d'un édifice et en a fait la rénovation, puis a offert des logements abordables aux personnes vulnérables.

@CDC des Bois-Francis



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Selon l'[Organisation mondiale de la santé](#) (OMS), la sécurité alimentaire est assurée lorsque chacun a les moyens tant physiques qu'économiques d'accéder à une alimentation suffisante pour mener une vie active et saine. L'insécurité alimentaire, quant à elle, existe lorsque les membres du ménage déclarent avoir des problèmes avec la qualité ou la quantité de nourriture consommée (insécurité alimentaire modérée) ou avoir connu une réduction de l'apport alimentaire ou une perturbation des habitudes alimentaires (insécurité alimentaire grave). L'insécurité alimentaire des ménages a été associée à une gamme de problèmes de santé physique et mentale, par exemple, des problèmes de santé chroniques multiples, un sentiment de détresse et la dépression.

L'**insécurité alimentaire** est un enjeu de société depuis des décennies au Québec et ailleurs. Selon [Statistique Canada](#) : En 2017-2018, 8,8 % des ménages canadiens - environ 1,2 million - ont connu une situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en raison de contraintes financières. [Les Banques alimentaires du Québec](#) dévoilaient récemment que la demande d'aide alimentaire a explosé avec l'année 2020 de crise sanitaire. On parle de 30 à 40 % de plus de demandes selon les régions.

La sécurité alimentaire passe aussi par **une autonomie alimentaire** locale afin d'arrêter de dépendre de l'international pour l'approvisionnement. C'est d'ailleurs en ce sens que le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a travaillé afin de produire son [Plan d'action 2019-2023](#) (remis à jour en 2020/crise sanitaire).

RÉSEAU ALIMENTAIRE DE L'EST DE MONTRÉAL

Le Réseau alimentaire, qui se déploie à une échelle locale, facilite la mise en œuvre d'une véritable économie circulaire, adaptée aux besoins de ses communautés. Il permet aussi de diversifier l'offre disponible, de lutter contre le gaspillage alimentaire et de soutenir la création de nouveaux projets. Au final, le Réseau rejoint 10 quartiers, 527 085 citoyens, 33 partenaires et développe actuellement 8 projets.

@[CDC de la Pointe Région Est de Montréal](#)

Les organismes du terrain connaissent bien les problématiques vécues et doivent être partie prenante des solutions mises de l'avant par les municipalités. Celles-ci ont aussi des leviers financiers afin de lutter contre les inégalités sociales. De plus, elles ont le pouvoir de mettre de l'avant des politiques et des mesures afin de **favoriser l'agriculture urbaine ou rurale** pour lutter contre les déserts alimentaires et accentuer l'accessibilité aux produits.



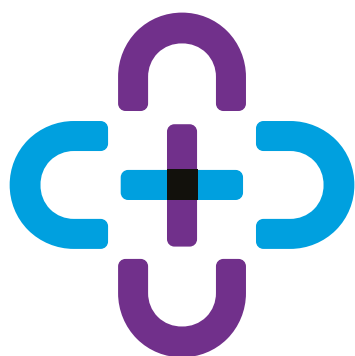
Le milieu municipal comme gouvernement de proximité a le devoir de s'assurer que l'ensemble de sa population mange à sa faim des aliments de qualité. C'est en travaillant en étroite collaboration notamment avec les CDC et les organismes communautaires de leur territoire que des solutions innovantes et concrètes peuvent émerger.

LA CAROTTE JOYEUSE: PLATEAU DE TRAVAIL EN TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

C'est en développant une vision globale des enjeux du territoire que les partenaires ont pu établir une corrélation entre les besoins au niveau de l'alimentation et de la main-d'œuvre, avec l'offre de surplus agricoles et de la disponibilité d'une main-d'œuvre éloignée du marché du travail. @[CDC Nicolet-Yamaska](#)



Travaillons ENSEMBLE, pour améliorer les conditions de vie des gens et atteindre une plus grande justice sociale au Québec.



TNCDC

TABLE NATIONALE

DES CORPORATIONS DE
DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

135 rue Radisson, bureau #1
Trois-Rivières (Québec), G9A 2C5
819-840-3373
info@tncdc.qc.ca

tncdc.com

[f /tncdc](https://www.facebook.com/tncdc)

[t /tncdc](https://twitter.com/tncdc)

**UN
RÉSEAU FORT
DE SES
COMMUNAUTÉS**